

"Surmonter le passé?" : Les intellectuels de gauche et le débat des années soixante sur la deuxième guerre mondiale

Autor(en): **Buclin, Hadrien**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **63 (2013)**

Heft 2

PDF erstellt am: **25.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-358018>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

«Surmonter le passé?»: les intellectuels de gauche et le débat des années soixante sur la deuxième guerre mondiale

Hadrien Buclin

Summary

In the Sixties a new generation of Swiss intellectuals and writers started to question the idealised vision of the role of Switzerland during WW II. The dominant view, elaborated immediately after the War, presented Switzerland as having maintained perfect neutrality during the War, thanks to its Army and its inflexible determination to self-defence. By contrast, this new generation, with often a leftwing bias, raised delicate issues, such as economic relations with the Fascist States, asylum politics or the rise of authoritarian movements in Switzerland throughout the thirties and the War. Shortly afterwards, the students' movement of 1968 further elaborated these problematic issues. The impact on Switzerland of the debate about Vergangenheitsbewältigung in West Germany – i.e. “how to come to terms with the Nazi past” – is also to be taken into account. The controversies triggered by intellectuals during the Sixties failed to impose a new vision of the past among the Swiss conservative establishment; yet they had a definite after effect in the academic community and in the following decades contributed to the development of new – and more critical – research into Swiss contemporary history.

On s'accorde le plus souvent à dire que les années quatre-vingt coïncident avec un tournant de l'historiographie helvétique contemporaine, marqué par l'émergence de travaux qui renouvellent le regard porté sur l'histoire suisse des années trente et de la guerre, en particulier sur les questions sensibles des relations économiques avec les Etats fascistes, sur la politique d'asile ou encore sur la montée de mouvements politiques

Hadrien Buclin, assistant diplômé, Université de Lausanne, Institut d'histoire économique et sociale, Bâtiment Géopolis, CH-1015 Lausanne. hadrien.buclin@unil.ch

autoritaires en Suisse même.¹ Si cette vision est fondée du point de vue de l'histoire comme discipline académique, cet article voudrait montrer qu'un tel retour critique sur les années de guerre est initié de manière déterminante dans les années soixante déjà par une nouvelle génération d'intellectuels et d'écrivains, souvent engagés à gauche, qu'on a pu appeler les «non-conformistes»², et que le mouvement des «années 68» s'empare aussi à sa manière de cette problématique à la fin de la décennie.³ Ce débat des années soixante a contribué à susciter les recherches académiques ultérieures, en particulier celles de la nouvelle histoire critique émergeant dans les années quatre-vingt.⁴ De plus, une telle controverse est tout à fait révélatrice des bouleversements culturels à l'œuvre dans la Suisse des années soixante, dans la mesure où les «non-conformistes» mettent en cause la mémoire dominante entretenue par la génération de la Mobilisation; ils dénoncent également la volonté manifeste des autorités d'éviter un retour critique sur cette période délicate.⁵ Toutefois, cette amorce de retour sur le passé ne semble pas être stimulée seulement par les débats intellectuels en Suisse: ainsi, nous chercherons à montrer que la réflexion autour de ce qu'on a appelé dans l'après-guerre en Allemagne de l'Ouest la *Vergangenheitsbewältigung*, soit la manière dont il est possible de «surmonter» ou d'«assumer» le passé a donné une impulsion pour une relecture de l'histoire récente en Suisse même.⁶

Pour comprendre dans quel contexte le débat sur les années de guerre fait surface sous la plume d'une nouvelle génération d'intellectuels, un bref retour préalable sur la construction, dans l'après-guerre,

- 1 Pour n'évoquer qu'un travail parmi les plus marquants publiés dans les années 1980, on citera le chapitre de Hans Ulrich Jost, «Menace et repliement (1914–1945)», in: *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, Lausanne: Payot, p. 683–770. Pour un tour d'horizon historiographique: Georg Kreis, «Zurück in den Zweiten Weltkrieg. Zur schweizerischen Zeitgeschichte der 80er Jahre», in: *Revue suisse d'histoire*, n° 52, 2002, pp. 60–68.
- 2 Cf. notamment Fredi Lerch, *Muellers Weg ins Paradies. Nonkonformismus im Bern der Sechziger Jahre*, Zurich: Rotpunktverlag, 2001; et l'étude de cas de Roger Sidler, *Arnold Künzli, Kalter Krieg und «geistige Landesverteidigung»: eine Fallstudie*, Zurich: Chronos, 2006.
- 3 Pour une vue d'ensemble des «années 68» en Suisse: Janick M. Schaufelbuehl (éd.), *1968–1978: ein bewegtes Jahrzehnt in der Schweiz*, Zurich: Chronos, 2009; Damir Skenderovic, Christina Späti, *Les années 68. Une rupture politique et culturelle*, Lausanne: Antipodes/SHSR, 2012.
- 4 Pour l'influence des débats intellectuels des années soixante sur l'historien H. U. Jost, voir p. ex. son témoignage: «Ecrivains 'non-conformistes', précurseurs de 68», in: *Solidarités*, n° 126, 24 avril 2008, p. 6..
- 5 Sur le malaise des autorités par rapport à la période de guerre, cf. Sacha Zala, «Das amtliche Malaise mit der Historie: vom Weissbuch zum Bonjour-Bericht», in: *Revue suisse d'histoire*, n° 47, 1997, p. 759–780.
- 6 Pour une discussion autour de ce concept en Allemagne, cf. Torben Fischer, Matthias N. Lorenz (éd.), *Lexikon der 'Vergangenheitsbewältigung' in Deutschland. Debatten- und Diskursgeschichte des Nationalsozialismus nach 1945*, Bielefeld: transcript Verlag, 2009.

d'une mémoire officielle des événements peut s'avérer utile. En fait, un premier «moment» critique par rapport au passé peut déjà être dégagé s'agissant des quelques années suivant immédiatement la deuxième guerre mondiale. Durant ce «bref printemps du souvenir»⁷, marqué par différentes affaires comme celle de la «pétition des 200», les journalistes utilisent communément l'expression de «malaise suisse» pour désigner ce retour difficile sur les événements récents, une expression qui surgira à nouveau de manière significative dans la presse dès le début des années soixante.⁸ Si les voix critiques se retrouvent avant tout dans les rangs socialistes ou dans ceux du Parti du travail, elles existent également dans certains secteurs de la droite libérale.⁹ Cependant, ces interrogations critiques demeurent minoritaires. Et d'emblée, les autorités cherchent à tourner la page sur les aspects problématiques de la période de montée du fascisme et de la guerre. A cet égard, le débat entourant le rapport publié par les autorités en réponse à la motion Boerlin sur «l'activité d'organisations antidémocratiques» en Suisse est, comme le souligne avec pertinence S. Zala, une forme de «kontrollierte Vergangenheitsbewältigung».¹⁰

Dans les années cinquante, c'est à chaque fois à contrecœur et en raison d'événements indépendants de leur volonté que les autorités et ce qu'on pourrait appeler l'*establishment* intellectuel se retournent sur les aspects sensibles de la période des années 1930 et de la guerre.¹¹ Ainsi, en 1953, l'affaire du «tampon J» révélée par des sources diplomatiques publiées par les Alliés occidentaux conduit les autorités à confier au professeur Carl Ludwig la rédaction d'un rapport sur la politique pratiquée à l'égard des réfugiés.¹² En dépit d'une des conclusions du

7 Aram Mattioli, *Gonzague de Reynold. Idéologue d'une Suisse autoritaire*, Fribourg: éditions universitaires, 1997, p. 248.

8 Luc van Dongen, *La Suisse face à la deuxième guerre mondiale, 1945–1948. Emergence et construction d'une mémoire publique*, Genève: Société d'histoire et d'archéologie, 1998, en particulier p. 54–56.

9 Cf. par ex.: Karl Schmid, *Waffenruhe. Akademische Ansprachen gehalten am 9. Mai 1945 an der Eidg. Technischen Hochschule*, Zurich: Polygraphischer Verlag, 1945, p. 15. Pour la gauche, cf. p. ex.: Paul Schmid-Ammann, *Der politische Katholizismus*, Berne: Verlag der Nation, 1945 ou encore Karl Barth, «Die Deutschen und wir», Conférence prononcée à Zurich en février 1945», in: *Eine Schweizer Stimme 1938–1945*, Zurich: Evangelischer Verlag, 1945, p. 334–370.

10 *Op. cit.*, p. 761. Cf. aussi: Frédéric In-Albon, *La motion sur les 'menées antidémocratiques'. Acte d'oubli ou de mémoire?*, Mémoire de licence, Université de Lausanne, p. 99–105.

11 Sur la réticence des milieux intellectuels conservateurs à se pencher sur les aspects problématiques du passé, cf. Julian Schütt, *Germanistik und Politik: Schweizer Literaturwissenschaft in der Zeit des Nationalsozialismus*, Zurich: Chronos, 1996, en particulier p. 207–292.

12 C. Ludwig, *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés de 1933 à nos jours: annexe au rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur la politique pratiquée par*

rapport selon laquelle «il est hors de doute qu'une politique plus libérale en matière d'admission aurait eu pour effet de mettre d'innombrables personnes à l'abri de l'extermination»¹³, l'idée que les autorités ont fait le maximum pour l'accueil des réfugiés en un temps où la «barque était pleine» continue de prévaloir dans la vision dominante de la période; le *Journal* du Conseiller fédéral Markus Feldmann, très préoccupé par l'«affaire Rothmund», révèle à cet égard le souci qu'ont les autorités d'entretenir une vision idéalisée du passé.¹⁴

L'émergence d'une vision alternative

Au début des années soixante, le débat sur l'attitude des milieux dirigeants helvétiques durant la guerre rebondit à plus d'un titre.¹⁵ D'abord, d'un point de vue officiel, les autorités, mises sous pression par la divulgation des documents dits de la Charité-sur-Loire (révélant les accords militaires secrets entre la Suisse et la France passés en 1940) mandatent en 1961 l'historien Edgar Bonjour pour écrire une histoire de la neutralité; cette entreprise suscite des débats avant même que ne paraisse, en 1970, le volume de son rapport consacré à la Deuxième Guerre.¹⁶ Une année auparavant, le journaliste Franz Felix Lehni avait fait scandale – avant de se rétracter publiquement quelques temps après et de présenter ses excuses – en accusant le Conseiller fédéral en fonction Ludwig von Moos d'avoir été proche des Fronts dans les années trente.¹⁷ En 1962, c'est la question du comportement des acteurs économiques privés qui est posée, lorsque le Conseil fédéral fait pression sur les banques pour que celles-ci

la Suisse à l'égard des réfugiés au cours des années 1933 à nos jours, Berne: Office des imprimés, 1957. Sur la résurgence du débat dans les années cinquante: Georg Kreis, *Die Rückkehr des J-Stempels: Zur Geschichte einer schwierigen Vergangenheitsbewältigung*, Zurich: Chronos, 2000, en particulier p. 74–102. Cf. aussi: Thomas Maissen, «Die Schweiz und die nationalsozialistische Hinterlassenschaft. Anlass, Phasen und Analyse einer neu entflammten Debatte», in: Kenneth Angst (éd.), *Der Zweite Weltkrieg und die Schweiz. Reden und Analysen*, Zurich: NZZ Verlag, 1997, p. 119–142.

13 Cité par Jacques Picard, *La Suisse et les Juifs, 1933–1945*, Lausanne: Ed. d'en bas, 2000, p. 157.

14 Cf. *Tagebuch*, Bâle: Krebs, 2001–2002, par ex. entrées du 31 mai, 12, 13 et 20 juin 1954.

15 Pour un tour d'horizon plus approfondi, cf. Georg Kreis, «Vier Debatten und wenig Dissens», in: *Revue suisse d'histoire*, n° 47, 1997, p. 451–476.

16 Edgar Bonjour, *Geschichte der schweizerischen Neutralität: vier Jahrhunderte eidgenössischer Aussenpolitik*, vol. 6, Bâle: Helbing und Lichtenhahn, 1970. Ainsi, le correspondant en Suisse alémanique de la *Gazette de Lausanne* écrit le 16 octobre 1965: «Que s'est-il passé en Suisse à l'époque du national-socialisme? On pourrait considérer que cette question est d'un intérêt purement historique [...] si l'on ne savait, par exemple, que le Conseil fédéral se refuse à rendre public le rapport Bonjour.»

17 Cette première affaire von Moos est notamment relatée par l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel* à la suite du second scandale von Moos, sur lequel nous reviendrons plus bas («Geistig geweckt», 12.1.1970).

règlent la question lancinante des comptes en déshérence; même si cette question – bien loin de la situation qui prévaudra dans les années quatre-vingt-dix – est alors considérée comme une affaire de spécialistes, peu susceptible d'intéresser l'opinion. Cette même année, paraît l'ouvrage du journaliste britannique d'origine juive Jon Kimche, *Un général suisse contre Hitler, l'espionnage au service de la paix 1939-1945*, qui émet une série de critiques sur l'attitude de la Suisse à l'égard du «Reich», étude prolongée de manière importante trois ans plus tard par une publication de l'historienne Alice Meyer.¹⁸ Lors de leur parution, ces deux ouvrages sont sévèrement critiqués par la presse conservatrice, signe de la volonté persistante de maintenir un consensus autour d'une vision idéalisée de l'histoire. De même, les autorités restent sur la défensive par rapport à la recherche en cours de Bonjour qu'elles ont pourtant elles-mêmes mandatée; le Conseiller fédéral Wahlen remarque ainsi:

Ich halte es für durchaus ausgeschlossen, dass dieser ganze Geschichtsabschnitt jetzt schon veröffentlicht werden kann, wo noch viele der Akteure am Leben sind, wo viele Beziehungen sehr delikater Natur vor aller Öffentlichkeit ausgebreitet werden müssen.¹⁹

Toutefois, le trouble suscité par les ouvrages de Kimche et Meyer conduit le Conseiller national libéral genevois Olivier Reverdin à déposer un postulat en mars 1963, qui invite les autorités à réfléchir à la manière dont les sources relatives à la Deuxième Guerre mondiale pourraient être rendue accessibles.²⁰

Ce faisceau d'événements éveille l'intérêt d'une série d'intellectuels critiques en Suisse, issus souvent d'une nouvelle génération née dans les années 1920-1930, et qui n'ont donc pas été marqués directement par le service actif ou, pour les moins jeunes d'entre eux, qui ont vécu cette période sans être en âge d'occuper des postes à responsabilité. L'examen des revues dans lesquels s'expriment ces intellectuels permet de bien saisir l'éveil de l'intérêt pour ce retour sur le passé récent: parmi ces publications, la revue bâloise *Neutralität* occupe une place de choix, dans la mesure où elle parvient à s'adjoindre, après sa fondation en 1963, la collaboration des plumes les plus influentes parmi les intellectuels de gauche de la période, tels Max Frisch, Walter Matthias Diggelmann,

18 Alice Meyer, *Anpassung oder Widerstand. Die Schweiz zur Zeit des deutschen Nationalsozialismus*, Frauenfeld: Huber, 1965.

19 Cité par H. U. Jost, «Die Schweiz in der Zeit des Kalten Krieges» in: W.M. Diggelmann, *Die Hinterlassenschaft. Werkausgabe*, Zurich: Edition 8, 2003, p. 10f.

20 H. U. Jost, «Die gesamte 'Elite' muss neu durchleuchtet werden», in: *Die Weltwoche*, 30 janvier 1992.

Arnold Künzli ou encore Hugo Loetscher.²¹ Le discours officiel est également mis en cause, de manière plus indirecte, par un certain nombre de fictions littéraires issues souvent du même milieu «non-conformiste». En 1961, la mise en scène au Schauspielhaus de Zurich de la fameuse *Andorra* de Frisch, qui questionne la responsabilité d'un petit Etat neutre face aux persécutions antisémites représente sans doute la plus connue de ces publications. Cependant, en dépit du grand succès de la pièce qui devient une des plus grandes réussites de l'histoire du Schauspielhaus de Zurich, la presse conservatrice évite d'associer directement *Andorra* et la Suisse dans ses interprétations de la parabole de Frisch.²² Toutefois, signalons qu'en Suisse romande, la première représentation d'*Andorra* en 1963 conduit certains journaux à aborder la problématique de la Suisse et des Juifs: ainsi, Franck Jotterand, dans la *Gazette de Lausanne* (1.6.1963) présente le rapport Ludwig à ses lecteurs. En fait, la question prend d'autant plus d'ampleur que les autorités municipales lausannoises ont censuré un livret accompagnant la représentation, rédigé par Charles Apothéloz, directeur artistique du Théâtre Municipal, et contenant des extraits du rapport Ludwig.²³

Et bien sûr, en 1965, paraît le roman de W. M. Diggelmann *Die Hinterlassenschaft*, qui présente un singulier mélange d'enquête historique et de fiction. Celui-ci constitue un réquisitoire violent – et beaucoup plus direct que la parabole d'*Andorra* – contre l'antisémitisme de l'Etat helvétique durant la guerre. Comme le souligne le journaliste Jürg Ramspeck à sa sortie: «Denn das, wovon die 'Hinterlassenschaft' handelt, ist helvetisches Tabu. Präziser: ist, als isolierter Gesprächsstoff, ein in der Schweiz zumindest höchst unbeliebtes Thema».²⁴ L'attaque portée dans *Die Hinterlassenschaft* contre la mémoire dominante est en effet frontale. Ainsi par exemple, un passage du roman met en scène le narrateur rêvant d'une politique radicalement autre, où les Juifs auraient été accueillis par milliers et armés par les autorités suisses, en vue de la lutte contre le «Reich»:

und es geschah etwas, womit Hitler und die Millionen seiner Anhänger nicht gerechnet hatte: die Schweizer Armee wurde so groß und mächtig, dass

21 Sur le contexte de fondation de *Neutralität*, cf. le récit de son fondateur: Paul Ignaz Vogel, *Napf. Eine Gratwanderung im Kalten Krieg*, Berne: Hältfe, 2005, en particulier p. 30–40. Le tirage de *Neutralität* atteint le chiffre respectable de 7000 exemplaires à la fin des années soixante.

22 Urs Bircher, *Mit Ausnahme der Freundschaft. Max Frisch 1956–1991*, Zurich: Limmat, 2000, p. 65–76.

23 «La censure d'*Andorra*», in: *Gazette de Lausanne*, 5.6.1963; «Aspects de la censure en Suisse», *ibid.*, 27.7.1963.

24 *Zürcher Woche*, 16.7.1965.

Deutschland Angst bekam. [...] Und: Im Jahre 1941 war die Schweiz durch den Zustrom von Flüchtlingen so erstarkt, dass der Bundesrat Hitler ein Ultimatum stellen konnte: Die Verfolgung der Juden habe aufzuhören, oder die Schweiz erkläre Deutschland den Krieg.²⁵

Comme on peut l'imaginer, les milieux intellectuels conservateurs affichent une nette hostilité devant cette publication. En 1965, l'historien bernois Walther Hofer – qui accuse les cercles littéraires et journalistiques «non-conformistes» d'être «böswillig, destruktiv, manchmal auch direkt verleumderisch, überheblich, unbelastet von Sachkenntnis [...] und nur darauf, alles und jedes in den Dreck zu ziehen» – cite Diggelmann comme «einen dieser literarischen Gartenzwerge».²⁶ De même, le critique littéraire de la NZZ se livre à une charge contre le roman accusé d'être une pure déformation de la vérité historique.²⁷ En fait, même dans une presse *a priori* moins hostile aux thèses de Diggelmann, on estime parfois que son récit présente un caractère outrancier, notamment en ce qu'il postule une continuité linéaire entre les supposées sympathies pro-fascistes des élites helvétiques durant la guerre et leur anticommunisme d'après-guerre.²⁸ En dépit de ces critiques, le scandale entourant la publication du roman de Diggelmann n'en a pas moins représenté une étape importante d'un retour critique sur le passé, qui ne s'effectue pas encore directement par le biais de la recherche historique, notamment parce que celle-ci reste largement entravée par les autorités.

L'impulsion des «années 68»

A la fin de la décennie, le cycle de radicalisation politique lié aux événements de 68 – face auquel les «non-conformistes» du début des années soixante apparaissent à la fois comme des précurseurs, mais aussi comme appartenant à une génération un peu antérieure dont les préoccupations sont souvent différentes – approfondit et élargit à un plus vaste public de jeunes gens cet intérêt pour une relecture critique de l'histoire contemporaine de la Suisse et en particulier de ses événements politiques les plus brûlants. Cela dit, au sein du mouvement de 68, la mémoire de la deuxième guerre mondiale n'est sans doute pas l'aspect le plus important de cette relecture du passé. Les jeunes «soixante-huitards» semblent en effet davantage préoccupés par des thèmes liés à la critique de l'institution

25 W. M. Diggelmann, *op. cit.*, p. 51.

26 Cité par B. Wenger, *op. cit.*, p. 276.

27 «Der 'Mirage' des Herrn Diggelmann», in: *Neue Zürcher Zeitung*, 10.1.1965. Cf. aussi: «Zirkus Diggelmann», *Der Bund*, 30.11.1964.

28 Par ex.: *Die Weltwoche*, 19.1.1965.

militaire, souvent en lien avec la répression du mouvement ouvrier; mouvement avec lequel nombre de jeunes militants rêvent de fraterniser en court-circuitant des directions syndicales jugées trop intégrées au système. Ainsi, à Genève, des étudiants «soixante-huitards» consacrent leur mémoire de fin d'étude aux événements de novembre 32, en cherchant à battre en brèche l'idée que Léon Nicole aurait été responsable de la fusillade par ses provocations et en mettant en lumière le rôle de l'armée dans le maintien de l'ordre intérieur. C'est le cas par exemple des mémoires de licence défendus à Genève par Gérald Crettenand, *Les événements du 9 novembre 1932* (1969), par Arlette Avidor, *Genève socialiste, 1933–1936 – Trois années de lutte de Léon Nicole face à la haute finance* (1970), ou encore du travail de Frédéric Gonseth, membre de la *Ligue marxiste révolutionnaire* (LMR), refusé comme mémoire de sociologie à l'université de Lausanne en 1972 pour des raisons politiques. Lors de la commémoration de la fusillade cette même année, la LMR fait paraître une brochure approfondie sur le sujet, et une manifestation réunit à Genève environ 2000 personnes, que le *Journal de Genève*, d'orientation libérale, décrit ainsi: «Certains étaient casqués, beaucoup portaient le drapeau rouge. Tous scandaient: 'Guerre à l'armée des patrons'». ²⁹ C'est aussi autour de cette question de l'armée comme force de maintien de l'ordre intérieur que s'articulera une année plus tard la polémique autour du reportage de Meienberg, prolongé peu après par un documentaire destiné à la télévision, sur le «traître à la patrie Ernst S». ³⁰ Par ailleurs, le rapport à la mémoire de la guerre propre aux acteurs de 68 révèle aussi ses limites, dans la mesure où le concept de fascisme est souvent convoqué pour qualifier toute forme de pouvoir perçu comme autoritaire, ce qui ne permet pas forcément de saisir les problématiques spécifiquement liées à la deuxième guerre. Ainsi – il s'agit d'un exemple parmi d'autres – pour dénoncer la répression policière qui fait suite à l'«émeute de Globus» à Zurich, des manifestants peignent des croix gammées devant l'entrée du Tribunal cantonal. ³¹ De même, dans les manifestations contre la guerre du Vietnam, les soldats étasuniens sont souvent affublés du titre de «SS-Marines». Plusieurs groupes militants liés au mouvement de 68 font par ailleurs le lien entre le sort naguère réservé aux Juifs en

29 «La gauche commémore le 9 novembre», *Journal de Genève*, 10.11.1972. Pour la brochure mentionnée: LMR, *Contre la défense nationale. L'antimilitarisme révolutionnaire*, Lausanne: CEDIPS, 1972.

30 Niklaus Meienberg, «Tod durch Erschiessen 1942–1944 (Teil II)», in: *Tages-Anzeiger Magazin*, 1973/33, repris dans Meienberg, *Reportagen aus der Schweiz*, Darmstadt: Luchterhand, 1957, p. 162–239.

31 D. Skenderovic et C. Späti, *op. cit.*, p. 104–107.

Suisse et le sort réservé aux immigrés italiens dans les années soixante (l'initiative Schwarzenbach refusée en 1970 étant dès lors souvent qualifiée de «fascistes» ou «fascisantes»); des parallèles sont aussi tirés avec le sort qui est réservé aux réfugiés chiliens fuyant la dictature de Pinochet, surtout après que le Conseil fédéral a introduit en février 1974 un visa obligatoire pour cette catégorie d'immigrés, ce qui suscite une forte opposition des «Comités Chili» en Suisse.³² Quant à la collaboration économique et militaire de la Suisse avec les Etats-Unis dans le contexte de la guerre du Vietnam, elle est parfois comparée avec celle qu'entretenait la Suisse vingt-cinq ans plus tôt avec le «Reich». Jean-Baptiste Mauroux, jeune intellectuel d'origine fribourgeoise et auteur d'un pamphlet paru très exactement en mai 68 à Paris aux éditions Jean-Jacques Pauvert, intitulé *Du bonheur d'être Suisse sous Hitler*, entreprend quelques mois plus tard une grève de la faim contre les exportations d'armes helvétiques.³³

Bien que la question de la *Vergangenheitsbewältigung* en lien avec la guerre ne paraisse donc pas prioritaire au sein du mouvement de 68, il n'en reste pas moins qu'en 1967, le succès de *Das Boot ist voll* rédigé par le journaliste Alfred A. Häsler permet de mettre à la disposition d'un assez large lectorat les résultats du rapport Ludwig, ce qui représente une évolution notable par rapport au début de la décennie où, comme on l'a vu, le rapport était presque inconnu du grand public.³⁴ Si désormais la nouvelle presse d'extrême gauche publie quelques articles consacrés à ces questions, une revue comme *Neutralität*, quoiqu'elle entretienne des liens moins directs avec le mouvement étudiant de la fin des années soixante, n'est pas en reste. Ainsi, en janvier 1970, elle publie un numéro spécial intitulé «Feige Schweiz»; en une, une croix gammée est placée en miroir de la croix helvétique. L'éditorial du numéro reprend les accusations portées par Lehni au début des années soixante et demande la démission du Conseiller fédéral Ludwig von Moos. Ces accusations, relayées par une

32 Coördination nationale des comités Chili, «1938: introduction du visa pour les Juifs allemands; 1974: introduction du visa pour les Chiliens...!», Lausanne, [mars 1974], *Archives contestataires*, Genève, Fonds Baldacci-Curionici-Descombes, en cours de versement; Koordination der Chile Komitees der Schweiz, «Alle an die nationale Demonstration in Bern, 16. März – 15.00 Uhr», tract, *Archives contestataires*, Fonds Ch. Philipona, 002_CP_S13_SS148_D059, «Chili Suisse». Voir aussi: Nuño Pereira, «Solidarity with Chile in Switzerland: A Second Wave or the Decline of the '68 Movement?», in: *Actes du colloque European Solidarity with Chile (1970s–1980s)* – International History Conference, Université de Leuven, 1^{er}–3 juin 2011, à paraître, Bern: Peter Lang, 2013. Je remercie N. Pereira de m'avoir communiqué cette référence inédite.

33 «Un pacifiste entame une grève de la faim devant l'ambassade de Suisse à Paris», in: *Gazette de Lausanne*, 24.11.1970.

34 *Das Boot ist voll. Die Schweiz und die Flüchtlinge 1933–1945*, Zurich: Fretz und Wasmuth, 1967.

conférence de presse où sont présents, outre P. I. Vogel, trois parlementaires socialistes et un Conseiller national de l'Alliance des indépendants, suscite un débat de presse nourri, ainsi qu'un démenti formel du Département de Justice et police.³⁵ Comme les articles incriminés par *Neutralität* ne sont pas signés, la preuve que von Moos en ait été l'auteur ne peut être formellement établie. De plus, pour sa défense, von Moos invoque un article où il condamnait en novembre 1938 le boycott des magasins juifs.³⁶ Cependant, un malaise demeure et contribue à fragiliser encore un peu plus un Conseiller fédéral déjà mis à mal par le scandale qui avait éclaté quelques mois plus tôt autour de la diffusion sous sa responsabilité et à tous les ménages helvétiques du *Livre de la défense civile*, qui s'attaquait déjà en bloc aux «non-conformistes» minant la volonté de défense nationale.³⁷ Dans le même numéro de *Neutralität*, le jeune étudiant en sociologie de 21 ans – qui fera par la suite une carrière de journaliste et d'écrivain – Christoph Geiser, publie un article au titre sans concession: «*Der Anschluss fand statt*». L'article se conclut par la constatation que:

In beiden Weltkriegen konnte die Armee nicht beweisen dass sie ein taugliches Mittel der Landesverteidigung ist. Für den zweiten Weltkrieg lässt sich sogar nachweisen, dass nicht die Armee die Schweiz gerettet hat, sondern die Anpassungspolitik der Wirtschaft. [...] Darum sind die wenigen Geschichtswerke, die über die Schweiz im zweiten Weltkrieg erscheinen, so seltsam eintönig.³⁸

Fait intéressant, la mère de ce jeune homme est la fille du très controversé ambassadeur suisse à Berlin Hans Frölicher; bien que Geiser ne soit alors pas publiquement reconnu comme tel, cette ascendance familiale lui permet de citer des documents personnels de son grand-père et de documenter ainsi ses analyses.³⁹ L'écho de ce numéro de *Neutralität*

35 «Angriffe gegen Bundespräsident von Moos», in: *Neue Zürcher Zeitung*, 30.12.1969; «Was sagen Sie zur Attacke auf Bundesrat von Moos», *National-Zeitung*, 31.12.1969.

36 *Pressemitteilung*, 29.12.1969, *Archives fédérales suisses*, E 2004 B 1982/69, vol. 11.

37 Notons que le débat autour d'un éventuel antisémitisme du Conseiller fédéral von Moos n'est pas clos, la *Revue suisse d'histoire* ayant ouvert à nouveau le dossier par une série d'articles: Angelo Garovi, «Bemerkungen zur politischen Haltung von Ludwig von Moos in den 30er Jahren», in: *Revue suisse d'histoire*, n° 62, 2012/1, p. 156–163; Urs Altermatt, «Wie weit rechts stand der Obwaldner Jungkonservative Ludwig von Moos?», in: *Revue suisse d'histoire*, n° 62, 2012/2, p. 320–334; Thomas Maissen, «Zur Geisteswelt des Ludwig von Moos. Eine Replik auf Angelo Garovis 'Bemerkungen'», in: *Revue suisse d'histoire*, n° 62, 2012/2, p. 311–320. Sur le scandale autour du *Livre de la défense civile*: Rolf Löffler, «'Zivilverteidigung': die Entstehungsgeschichte des 'roten Büchleins'», in: *Revue suisse d'histoire*, n° 54, 2004, p. 173–187.

38 «Der Anschluss fand statt», in: *Neutralität*, janvier 1970.

39 De ce point de vue, on peut peut-être rapprocher la trajectoire de C. Geiser à celle d'un autre intellectuel engagé à gauche, Lorenz Stucki, fils de l'influent diplomate Walter Stucki. Lorenz Stucki est rédacteur à la *Weltwoche* de 1954 à 1962; il publie en 1968 un

est encore renforcé par une interpellation au Conseil national du bernois Fritz Marthaler, membre du Parti des paysans, artisans et bourgeois (PAB) qui s'étonne que la fondation *Pro Helvetia* ait pu accorder en 1969 une subvention de 12 000 francs à une revue qui présente une «eindeutig destruktive Tendenz».⁴⁰

Un transfert culturel en provenance d'Allemagne de l'Ouest?

Une série d'événements internes à la Suisse ont suscité, on l'a vu, un mouvement d'interrogations sur le passé. Mais il apparaît que des facteurs externes ont également joué un rôle déterminant: en particulier, l'amorce d'un retour critique sur le passé nazi en Allemagne de l'Ouest a eu un impact sur le débat en Suisse, en particulier pour les intellectuels de gauche.⁴¹ Cet impact spécifique sur les intellectuels de gauche s'explique d'abord par le fait que ce mouvement de retour critique sur le passé est mené par une nouvelle génération d'intellectuels et d'écrivains ouest-allemands qui entretiennent souvent des liens étroits – sinon d'amitié, du moins d'affinités intellectuelles – avec les «non-conformistes» helvétiques. On peut ainsi noter par exemple que plusieurs figures en vue du Groupe 47 et de la nouvelle avant-garde littéraire et intellectuelle ouest-allemande (Heinrich Böll, Günter Grass, Christian Geissler, Rolf Hochhuth, Max von der Grün, Wolfdietrich Schnurre ou encore Ludwig Marcuse) collaborent à la revue bâloise *Neutralität*. C'est cette avant-garde en effet, regroupée en particulier autour du fameux Groupe 47, qui joue un rôle majeur dans la mise en cause de la gestion dominante de la mémoire en République fédérale d'Allemagne (RFA).⁴² Cette nouvelle génération dénonce en particulier le conservatisme de l'*establishment* académique et son obsession pour le «paradigme totalitaire» issu de la Guerre froide, qui ne permet pas de saisir selon eux les origines propres du nazisme.⁴³ De plus, ce conservatisme académique est perçu comme apportant de l'eau au moulin d'un gouvernement Adenauer suspecté d'entretenir des liens ambigus avec le passé, dans la mesure où une série

ouvrage dénonçant «l'impérialisme suisse» dans les pays du Sud: *Das heimliche Imperium: wie die Schweiz reich wurde*, Zurich: Ex libris, 1968.

40 «Weitherzige Subventionspraxis», in: *Neue Zürcher Zeitung*, 19.2.1970.

41 La situation en Allemagne de l'Est a évidemment eu moins d'impacts, parce que la situation y est davantage monolithique, l'antifascisme ayant été érigé dès 1945 en idéologie d'Etat; de plus, les liens culturels avec la Suisse sont plus ténus.

42 Heinz Ludwig Arnold, «Aufstieg und Ende der Gruppe 47», in: Hans-Gregor Golz (éd.), *Gruppe 47, Aus Politik und Zeitgeschichte*, n° 25/18, juin 2007, p. 4f.

43 Jean Solchany, «L'histoire vue d'en haut. Le XX^e siècle allemand à l'échelle des grandes synthèses», in: *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2006/1, p. 168–170.

d'anciens hauts fonctionnaires nazis auraient été réintégrés au sein de son gouvernement. En littérature aussi, plusieurs publications majeures se font l'écho des liens ambigus entre le passé nazi et la RFA, notamment les œuvres pionnières de deux auteurs en vue du *Groupe 47*, *Die Blechtrommel* de Günter Grass (1959) et, la même année, *Billard um halbzehn* de Heinrich Böll. Dans les années suivantes, d'autres œuvres littéraires marquantes vont contribuer à susciter la discussion sur le passé, notamment la pièce de théâtre de Rolf Hochhuth *Der Stellvertreter* qui, en 1963, provoque un scandale en dénonçant la passivité des élites religieuses face au génocide des Juifs. Sur cette question, il faut relever que dans les années 1950, la volonté de laisser le «passé au passé» avait conduit en RFA à une mise en sourdine de la mémoire de la Shoah;⁴⁴ ce qui contribue sans doute à expliquer aussi pourquoi en Suisse même, le rapport Ludwig n'avait pas suscité le débat qu'il méritait lors de sa parution. Mais le spectaculaire procès Eichmann en 1961, par l'intérêt médiatique qu'il suscite dans la presse ouest-allemande, conduit là encore à un renouveau de la vision du passé. En 1963, dans la foulée, l'ouverture de procès contre des responsables d'Auschwitz contribue également à changer la donne.⁴⁵

Tous ces événements ne laissent pas indifférents les intellectuels critiques en Suisse. Ainsi, en 1964, Max Frisch regrette que la Suisse ne se confronte pas elle aussi à un tel retour sur le passé:

Vor kurzem war ich beim Auschwitz-Prozess in Frankfurt; wenn ich mich nicht täusche, ist die schweizerische Berichterstattung sehr sparsam, als ginge uns das nichts an. Was geht uns etwas an? Um unsere Vergangenheit, ich meine unsere Maßnahmen und Unterlassungen in der Hitlerzeit, ist es still. War da alles so blitzblank? Darum hat es mich sehr gefreut, als ich Ihre Zeitschrift sah, weil hier ein Versuch gemacht wird, herauszukommen aus einer Lethargie, bei der es niemand wohl ist.⁴⁶

Le scandale entourant la mise en scène de la pièce de Hochhuth *Der Stellvertreter* à Bâle en 1963 est un autre événement important du point de vue de la contribution ouest-allemande à l'ouverture d'un débat sur le

44 Michal Bodemann, «Eclipse of Memory: German Representations of Auschwitz in the Early Postwar Period», in: *New German Critique*, n° 75, autonome 1998, p. 57–69.

45 Hélène Camarade, «Le passé national-socialiste dans la société ouest-allemande entre 1958 et 1968», in: *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2011/2, n° 110, p. 83 à 95. Sur le tournant induit par cette vague de procès et ses répercussions en Suisse, cf. aussi: Urs Altermatt, «Verspätete Thematisierung des Holocaust in der Schweiz», in: *Itinera*, vol. 25, 2004, p. 31–55.

46 «Und die Schweiz? Ein Interview mit Max Frisch», in: *Neutralität*, août 1964. La NZZ répond aux accusations de Frisch contre la presse suisse dans: «Der 'Mirage' des Herrn Diggelmann», 10.1.1965.

passé en Suisse même: la manifestation de catholiques bâlois qui dénoncent la représentation de la pièce suscite en effet une forte émotion dans les rangs de la gauche helvétique. Dans *Neutralität*, P. I. Vogel se fend d'une tribune rappelant aux catholiques que le temps où ils pouvaient imposer leur vue dans le cadre d'un «korporativer Führerstaat» est passé.⁴⁷ S'agissant de Hochhuth, on peut signaler dans la foulée que quelques années plus tard, début 1968, une nouvelle polémique éclatera, cette fois entre la NZZ et le dramaturge allemand, qui répond au quotidien zurichois dans *Neutralität*. La polémique porte là encore sur le rapport à la Deuxième Guerre mondiale puisque la NZZ accuse Hochhuth de déformer la vérité historique sous couvert de fiction.⁴⁸ Hochhuth, bien renseigné sur les réalités helvétiques, contre-attaque en soulignant notamment que la droite helvétique n'a pas de leçons à donner car elle cherche dans son propre pays à mettre des obstacles à la recherche historique; il cite ainsi les propos du Conseiller fédéral Wahlen affirmant: «dass der Zutritt zu den Archiven ernstern Geschichtsforschern gestattet werde – ich glaube, das ist einfach eine Unmöglichkeit».⁴⁹

Mais la polémique autour de l'œuvre de Hochhuth ne constitue pas la seule trace tangible de l'influence de la littérature ouest-allemande sur le débat en Suisse. En 1959 déjà, une série d'écrivains alémaniques – notamment Hugo Loetscher et Rudolf Jacob Humm – avaient protesté contre la décision du Sénat de Brême de retirer à Günter Grass le «Prix de Brême» accordé par un jury indépendant pour *Die Blechtrommel*, au motif que ce roman «immoral» et présentant une image déformée du passé salirait l'image de la République fédérale.⁵⁰ Dans le même ordre d'idées, on peut noter que les «non-conformistes» suisses perçoivent souvent la droite helvétique comme inféodée au gouvernement Adenauer sur le plan idéologique, et donc aussi peu soucieuse que lui d'ouvrir le débat sur le passé: ainsi, Frisch s'interroge à propos de la plus influente tribune de la droite en Suisse alémanique: «Gibt es ein Blatt, das Adenauer treuer war als die 'Neue Zürcher Zeitung'?»⁵¹

Mais le signe le plus manifeste de ce «transfert culturel» en provenance d'Allemagne de l'Ouest est sans doute le débat qui voit le jour en 1965 entre des intellectuels alémaniques, qui s'interrogent sur la

47 P. I. Vogel, «Balken und Spittler. Zwölf Gedanken zur Hochhuth-Affäre in Basel», *Neutralität*, novembre 1963. A Zurich aussi, l'éventualité que la pièce de Hochhuth soit montée au *Schauspielhaus* fait débat au législatif de la Ville: «Schmieriger Protest gegen den 'Stellvertreter'», *Neue Zürcher Zeitung*, 23.10.1963.

48 *Neue Zürcher Zeitung*, 9.12.1967.

49 Cité par R. Hochhuth, «Gegen die Neue Zürcher Zeitung», in: *Neutralität*, février 1968.

50 «Gepfiffen und getrommelt», in: *Die Weltwoche*, 22.1.1960.

51 «Und die Schweiz? Ein Interview mit Max Frisch», *Neutralität*, août 1964.

pertinence de l'utilisation de la terminologie de la *Vergangenheitsbewältigung* en Suisse même. Ce débat est initié par une tribune de Peter Rippmann – par ailleurs rédacteur en chef du magazine de défense des consommateurs *Schweizerische Beobachter*, qui avait dans les années cinquante joué un rôle clé dans la révélation de l'affaire du «tampon J». Rippmann souligne que l'expression «unbewältigte Vergangenheit», qu'on utilise volontiers à propos des voisins allemands et de leur lien au passé nazi, est tout aussi pertinente s'agissant de la Suisse.⁵² Il en veut notamment pour preuve que l'affaire du «tampon J» en 1954 «wurde bewusst oder unbewusst verschoben» par la presse et les milieux politiques: «man müsste [...] die Frage stellen, ob nicht das 'auf die leichte Schulter nehmen' des Berichtes Ludwig eine Art von Verdrängung darstellt, einer Verdrängung von Schuldkomplexen...». Cet article aux vues tranchées entraîne une réplique de Max Frisch envoyée de Rome où il réside et publiée dans *Neutralität* et dans la *Weltwoche*, qui elle-même suscitera un débat animé. A ses yeux, la convocation du concept d'«unbewältigte Vergangenheit» n'est pas appropriée si l'on veut faire réfléchir la population suisse, précisément parce qu'il évoque trop la situation allemande:

sprechen wir von der unbewältigten Vergangenheit der Schweiz, so wirkt es peinlich, Gewissensqual aus zweiter Hand; es riecht nach intellektueller Anbiederung an Deutschland und somit provinziell; es wirkt sogar komisch durch die Verspätung.⁵³

De plus, une telle comparaison aurait quelque chose de caricatural, dans la mesure où elle met sur le même plan le refus de l'asile par les autorités suisses et le «Massenmord» nazi. Pour autant, Frisch reconnaît que le silence qui règne sur le passé en Suisse est choquant. Ainsi, sur le plan littéraire, il oppose la richesse des publications en Allemagne de l'Ouest à l'absence quasi complète d'une semblable production en Suisse:

die jüngere Literatur der Schweiz, die Generation, die in Deutschland durch Martin Walser, Uwe Johnson, Günter Grass, Hans Magnus Enzensberger, Alexander Kluge und viele andere, ist fast ausnahmslos apolitisch oder abstrakt-politisch, und es gibt hier nichts zu bewältigen, scheint es, im Gegensatz zu Deutschland und Frankreich und Italien.⁵⁴

52 P. Rippmann, «Unbewältigte schweizerische Vergangenheit?», in: *Neutralität*, avril 1965.

53 M. Frisch, «Unbewältigte schweizerische Vergangenheit?», in: *Neutralität*, septembre 1965.

54 *Ibid.*

Cette dernière analyse entraînera la réaction d'un représentant de la jeune garde littéraire alémanique, Otto F. Walter, qui critique la vision par trop négative de Frisch: «Wie steht es wirklich, auf unser Thema bezogen, mit dem Schaffen der Jüngeren – alphabetisch: Bichsel, Boesch, Diggelmann, Federspiel, Gross, Jäggi, Jent, Kutter, Loetscher, Marti, Meier, Monnier, Muschg, Nizon, Velan». Il réfute de plus les accusations d'apolitisme portée par Frisch contre la jeune génération d'écrivains et évoque au contraire: «Anti-Atom-Erklärung, Diggelmanns Provokationen, Loetschers Fernseh-Affäre, Vietnam-Appelle, Kutters 'Sachen und Privatsachen' als Beispiele.»⁵⁵

Compte tenu de cette influence ouest-allemande sur la Suisse alémanique, on pourrait enfin se demander si, par contraste, le débat s'articule de manière différente en Suisse romande, où l'influence allemande est à n'en pas douter beaucoup moins sensible, mais remplacée, il va s'en dire, par de fortes interactions avec le grand voisin français. Si le concept de *Vergangenheitsbewältigung* n'apparaît guère dans le débat public en Suisse francophone⁵⁶, peut-être peut-on risquer l'hypothèse que la réflexion s'articule davantage autour du schéma français où le clivage se joue entre les anciens résistants et les anciens collaborateurs.⁵⁷ Du reste, contrairement à la situation qui prévaut en Allemagne de l'Ouest, la mémoire construite en France à la Libération par les forces gaullistes et communistes, qui promeut l'image d'une France résistante et d'un pouvoir vichyste coupé de tout soutien populaire n'est quasiment pas mise en cause dans les années soixante, un «immobilisme mémoriel» peu susceptible de stimuler un débat en Suisse romande. La pièce de Franck Jotterand, *Soldats de papier* offre un exemple sans doute emblématique de la structuration du débat en Suisse romande dans les milieux critiques (la pièce paraît en 1960 aux Editions de la Cité de Nils Andersson). Jotterand met en scène le sentiment de vacuité habitant une jeunesse qui, en raison de la neutralité, n'a pas pu prendre parti, ni pour la résistance,

55 «Das 'soll' der Literatur. Notizen zu einer Frage von Max Frisch», in: *Neutralität*, mars 1966.

56 A quelques exceptions près: ainsi, dans la *Gazette de Lausanne* (16.10.1965), le critique (d'origine suisse alémanique et en commentant la polémique ayant lieu outre-Sarine) H. Leber commence un article consacré au livre de Diggelmann *Die Hinterlassenschaft* en ces termes: «La Suisse a-t-elle 'digéré' son passé? On pense généralement à l'Allemagne en posant cette question. En ce qui nous concerne, nous considérons notre histoire passée sous un angle favorable...».

57 Cf. à ce sujet l'excellente synthèse d'Eric Conan et Henri Rouso, *Vichy. Un passé qui ne passe pas*, Paris: Fayard, 1994; pour un tour d'horizon plus récent: Olivier Wieviorka, «Francisque ou Croix de Lorraine: les années sombres entre histoire, mémoire et mythologie», in: Pascal Blanchard, Isabelle Veyrat-Masson (éd.), *Les guerres de mémoire*, Paris: La Découverte, 2008, p. 94–106.

ni pour la collaboration, et qui dès lors est privée, selon Jotterand, de choix moraux véritables: «vous comprenez ce que cela veut dire, être neutre à vingt ans?», s'interroge ainsi un des personnages centraux du drame.⁵⁸ Dans le même ordre d'idée, le Parti du travail – qui a presque disparu du paysage politique suisse alémanique après 1956 – garde une certaine audience en Suisse romande et continue dans les années soixante à plaider pour une épuration des anciens collaborateurs ou nazis réfugiés en Suisse.⁵⁹

Conclusion: une rupture générationnelle?

Le débat sur la deuxième guerre mondiale ne représente que l'un des points de cristallisation d'une rupture à la fois générationnelle et politique qui se manifeste de plus en plus largement dès le début des années soixante. Dans ce contexte, la polémique autour de l'histoire contemporaine prend une tournure d'autant plus passionnelle qu'elle met en cause la conduite d'une génération certes vieillissante mais souvent encore aux affaires dans les années soixante, comme l'illustrent bien les accusations portées contre le Conseiller fédéral von Moos. Quelques mois plus tôt déjà, la fronde contre la diffusion du *Livre sur la défense civile* – qui débouchera sur la création du Groupe d'Oltén – avait déjà donné lieu à une mobilisation de la mémoire de la guerre, W. M. Diggelmann affirmant ainsi par exemple:

J'ai déjà vu beaucoup de littérature politico-obscène. Une de ses œuvres s'appelaient *Mein Kampf* [...] Et voici que la poste m'apporte une nouvelle œuvre du même genre: *Défense civile* [...] Celui qui met aujourd'hui – vingt-cinq ans après Auschwitz et après la distribution du tampon 'J' par le Département de Justice et police – sur le même plan l'extrémisme de gauche et l'extrémisme de droite prouve qu'il est lui-même un extrémiste de droite.⁶⁰

Un intellectuel beaucoup plus proche de l'*establishment* que ne l'est Diggelmann, Hans Rudolf von Salis, avait d'ailleurs déjà usé quelques années plus tôt – quoique dans un discours resté inconnu du grand public jusqu'en 1968 – d'une telle comparaison historique pour dénoncer les excès de la défense spirituelle de Guerre froide, qu'il avait comparée à la politique de «feu le Dr. Goebbels».⁶¹ Cela permet de souligner au passage

58 *Soldats de papier*, Lausanne: Ed. de la Cité, 1960, p. 119.

59 Pierre Jeanneret, *Popistes*, Lausanne: Ed. d'en bas, 2002, p. 53f.

60 *Weltwoche*, 24.10.1969, cité par le *Journal de Genève*, «'C'est la guerre de Papa' (crient-ils)», 28.10.1969.

61 Repris dans: Jean Rudolf de Salis, *La Suisse diverse et paradoxale*, Neuchâtel: La Braconnière, 1971, p. 179–196 (citation de la p. 190). Sur l'intervention des autorités pour

que si le clivage entre la gauche et la droite joue dans ce débat comme une tendance lourde – les escarmouches à répétition entre *Neutralität* et la NZZ le symbolisant parfaitement – des exceptions notables sont à relever.⁶² Cet affrontement intergénérationnel et politique se manifeste à de multiples autres reprises dans les années soixante, par exemple dans la «querelle littéraire de Zurich» qui oppose les «non-conformistes» au «Pape» de la *Germanistik* zurichoise, Emil Staiger, à la fois hostile aux avant-gardes littéraires pour des raisons esthétiques (notamment parce qu'il condamne les nouvelles formes de la «littérature engagée») et à la fois partisan de positions conservatrices sur le plan politique.⁶³ Rapidement d'ailleurs, Staiger est mis en cause par les jeunes «non-conformistes» pour son attitude ambiguë durant la guerre.⁶⁴

Le débat sur la conduite du pays durant la deuxième guerre mondiale révèle ainsi de manière exemplaire les enjeux politiques qui sont toujours sous-jacents à la construction d'une mémoire nationale; en Suisse plus qu'ailleurs peut-être, dans la mesure où la mémoire historique est devenue au cours du XX^e siècle un élément essentiel du discours politique dominant.⁶⁵ De ce point de vue, si les intellectuels de gauche ont donné une première impulsion pour des recherches ultérieures qui ne demeureraient pas captives du consensus de la défense spirituelle, ils ne sont certes pas parvenus à imposer dans l'opinion publique et parmi la classe politique une nouvelle interprétation de la période de guerre: ainsi, les refus à répétition de la part des autorités saint-galloises et fédérales, entre 1968 et 1971, de réhabiliter Paul Grüniger – le commandant de la police de Saint-Gall qui avait laissé entrer des Juifs sur le territoire suisse de manière illégale après 1938 – illustrent l'absence d'une véritable perspective critique sur la période de guerre au sein des milieux dirigeants helvétiques à l'orée des années soixante-dix.

empêcher la publication de ce discours, cf. Sibylle Birrer, «Jean Rudolf von Salis, 'Helvetien gebe ich nicht verloren'», in: *Nachfragen und Vordenken: intellektuelles Engagement bei J. R. von Salis, G. Mann, A. Künzli und N. Meienberg*, Zurich: Chronos, 2000, p. 71–74.

62 Ainsi, en 1970, Salis rédige un texte critique vis-à-vis du passé helvétique des années 1930 et de la guerre, soulignant notamment le rôle du frontisme et de l'antisémitisme dans l'élaboration du concept de défense spirituelle (préface à: Peter Stahlberger, *Der Zürcher Verleger Emil Oprecht und die deutsche politische Emigration 1933–1945*, Zurich: Europa, 1970, p. 7–16).

63 Sur l'affrontement entre les «non-conformistes» et Staiger, cf. Michael Böhler, «Der 'neue' Zürcher Literaturstreit. Bilanz nach zwanzig Jahren», in: Franz-Josef Worstbrock (eds.), *Formen und Formgeschichte des Streitens. Der Literaturstreit, Akten des VII. Internationalen Germanisten-Kongresses Göttingen 1985*, Tübingen: Max Niemeyer, 1986, p. 251–260.

64 A juste titre d'ailleurs, comme l'a démontré la recherche historique de J. Schütt, *op. cit.* Sur Staiger, cf. en particulier les p. 57–69; 124–131; 207–292.

65 H. U. Jost, «Die Schweiz in der Zeit des Kalten Krieges», *op. cit.*, p. 15.